

Think Tank européen Pour la Solidarité
www.pourlasolidarite.eu

Compte-rendu

"Bilan social de l'Union européenne 2011"

Comité économique et social européen
11 juin 2012

Claire Corrion



Le 11 juin dernier, l'Observatoire social européen et l'Institut syndical européen organisaient une conférence consacrée à la publication du "Bilan social de l'Union européenne 2011".

Deux ans et demi après le début de la crise de la zone euro, on peut constater que la stratégie de sortie de crise, fondée notamment sur des mesures d'austérité punitives visant à rétablir l'équilibre des finances publiques, est un échec. Alors que les banques se voient accorder des prêts à 1%, les citoyens européens sont eux dans l'obligation de se serrer la ceinture. L'austérité ne semble pas avoir d'effet positif sur l'activité économique : au sein de la zone euro, la demande intérieure et le revenu annuel de chaque habitant sont en baisse ; le taux de chômage est quant à lui en forte hausse. Dans ce contexte d'austérité, l'avenir du Modèle social européen semble compromis.

La conférence du 11 juin était l'occasion de discuter du bilan social de l'UE avec certains des auteurs de l'ouvrage : Philippe Pochet (Directeur général de l'Institut syndical européen), Bart Vanhercke (co-directeur OSE et éditeur du bilan social de l'UE 2011), David Natali (co-directeur OSE et éditeur du Bilan social de l'UE 2011) et Roger Liddle (président, The Policy Network, London) ainsi qu'avec Lieve Fransen (Directrice «Europe 2020: Politiques sociales» de la Commission européenne), Lorenzo Codogno (ancien Président du Comité de politique économique) et George Dassis (Président du Groupe II, Comité économique et social).

Philippe Pochet, Directeur général de l'Institut syndical européen

Pourquoi est-on dans la situation actuelle ?

- Certains acteurs ont vu dans l'Union monétaire une manière de dévaluer le social.
- Les pays dominant essayent d'imposer le modèle allemand pourtant, l'Allemagne ne parvient pas à construire un nouvel ordre.
- Le capitalisme financier impose son agenda; les banques bénéficient de prêts à 1% alors que pour les gouvernements, ces prêts ont un taux de 7%.

Il apparait nécessaire de changer radicalement de stratégie pour sortir de cette crise. De plus, il est clair que l'austérité ne mènera pas à la croissance. Au lieu de promouvoir la compétitivité, il faudrait plutôt être dans la coopération entre les Etats.

David Natali, co-directeur OSE et éditeur du Bilan social de l'UE 2011

David Natali a présenté l'édition 2011 du bilan social de l'UE en évoquant quatre points :

- The Paradox
- The Proposed funeral (to the European Social Model)
- The risks at stake
- How to exit the crisis

- The Paradox:

L'UE a beaucoup changé ces dernières années et est allée vite en 2011, elle a mis en place le **mécanisme de stabilité européen** et des **plans de sauvetage**. Elle a également renforcé la **gouvernance économique européenne** à travers divers pactes (EURO PLUS PACT, Six Pack, Two Pack, Euro summits). Cependant, elle ne semble pas avoir trouvé de solutions aux problèmes majeurs. En effet, en 2011, l'UE a toujours recours au droit international ; l'inter-gouvernementalisme et la méthode communautaire demeurent ; il y a un manque de stratégie claire et de long terme et les États membres semblent avant tout défendre leurs intérêts nationaux. Les tensions et l'incohérence entre l'Allemagne et les autres États membres s'accroissent ainsi que les tensions entre l'élite politique, l'opinion publique et avec les partenaires sociaux.

- The proposed funeral:

Selon Mario Draghi, président de la BCE, « The european social model has already gone ». Le consensus de Bruxelles signé à Francfort apparaîtrait également comme une attaque aux droits sociaux.

- The risks at stake :

Les risques sont économiques et politiques. Au niveau économique, avec la non stabilisation financière, il y a un risque d'avoir une stratégie inefficace dans la lutte contre les dettes souveraines. Il y a également le risque d'une stratégie aveugle qui se concentre sur l'austérité et la réduction des coûts mais qui accorde un rôle marginal à la durabilité et l'inclusion. Concernant les aspects politiques, l'UE est touchée par un manque de légitimité de plus en plus important lié notamment à sa gestion de la crise. Les mouvements syndicaux semblent également être dans une impasse.

- How to exit the crisis:

Il faut retourner à Jacques Delors: l'UE se fonde sur trois idéaux : la compétition, la coopération et la solidarité. Le Fonds européen de stabilisation financière (FESF) et le Mécanisme européen de stabilité (MES) ne semblent pas suffisants.

Que peut-on faire alors ?

- Pour booster la croissance économique, il faut créer les **eurobonds** et mettre en place de nouvelles compétences pour les mécanismes de stabilité
- Le **FESF** et le **MES** doivent **acheter la dette nationale** des États membres
- Il faut une vraie **politique publique européenne et de la solidarité** (investissements matériels et sociaux)

Roger Liddle, membre de la chambre des Lords, « L'union européenne et la zone euro à la recherche d'une meilleure gouvernance » :

Selon Roger Liddle, avec la politique d'austérité en Europe, la crise est encore plus sévère et les marchés financiers y ont joué un rôle important. Nous avons besoin de plus d'Europe et il faut repenser les objectifs de cette Europe. Il faut un engagement de la part des États membres et ne pas négliger le rôle des parlements nationaux.

L'Europe peut jouer un rôle à travers les politiques fiscales. Des progrès sur la politique européenne de l'impôt doivent être effectués. Il faut éviter une trop forte fiscalité des entreprises ainsi que l'évasion fiscale et les fuites. Le budget européen doit être plus important et il faut plus de solidarité pour limiter la pauvreté. Il est nécessaire de convaincre l'Allemagne qu'il est dans son intérêt de combiner solidarité et intérêt personnel.

Lieve Fransen, Directrice «Europe 2020: Politiques sociales» de la Commission européenne, « Un contexte européen en transformation? » :

Lieve Fransen affirme que nous devrions être fières de ce que nous avons fait en Europe :

- Elle évoque la **stratégie Europe 2020** : l'UE doit devenir une économie intelligente, durable et inclusive. Cela doit permettre d'avoir des niveaux élevés d'emploi, de productivité et de cohésion sociale. Chaque Etat membre adopte ses propres objectifs nationaux, la stratégie Europe 2020 a donc une dimension intergouvernementale. Les fonds structurels sont alors les leviers visant à augmenter l'emploi et la croissance.
- Lieve Fransen a également évoqué le **semestre européen** qui a été mis en place dans le contexte de crise économique auquel fait face l'UE. Cet instrument vise à coordonner *ex ante* les politiques économiques et budgétaires de la zone euro, en lien avec le Pacte de stabilité et de croissance et la stratégie Europe 2020 et cela sur une durée de six mois.

- La « **MOC sociale** »: méthode ouverte de coordination en matière de protection sociale et d'inclusion sociale :
 - Permet de suivre, examiner et identifier des solutions
 - C'est un processus volontaire de coopération politique fondé sur l'établissement d'objectifs et d'indicateurs communs destinés à mesurer la progression vers ces objectifs.
 - Cela permet la coordination des politiques entre les pays de l'UE dans les domaines de la pauvreté et de l'exclusion sociale, des soins de santé, des soins de longue durée et des retraites.

« Sommes-nous susceptibles de répondre à nos objectifs pour 2020? »:

Selon Lieve Fransen, seuls deux objectifs concernant le climat et l'énergie semblent atteints. On aurait ainsi réduit les émissions de CO2 de 20% et l'objectif de 20 % d'énergie de sources renouvelables dans la consommation d'énergie d'ici 2020 serait atteint. En revanche, d'après les différentes perspectives, le taux d'emploi de la population âgée de 20 à 64 ans ne sera pas atteint, l'investissement dans la recherche et le développement n'atteindra pas 3% du PIB de l'UE, la part des jeunes en décrochage scolaire ne sera pas inférieure à 10% etc. **En 2010, 23,5% des européens ont été exposés au risque de la pauvreté ou de l'exclusion sociale.**

Lieve Fransen a également évoqué les initiatives européennes visant à résoudre la crise :

- le **paquet emploi** qui vise à créer des emplois, restaurer la dynamique des marchés du travail, améliorer la gouvernance de l'UE ;
- **l'initiative sur les perspectives d'emploi des jeunes** visant à prévenir le décrochage scolaire, favoriser la formation, l'accès au marché du travail ;
- la proposition que **20% du Fonds social européen** soient consacrés à la **promotion de l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté.**

Le changement démographique, un enjeu majeur:

Depuis plusieurs années, l'Union européenne fait face à un déclin démographique, au faible accroissement naturel et au vieillissement d'une partie de la population. D'ici à 2015, la dépendance économique va s'accroître pour de nombreuses personnes. Il apparaît donc nécessaire de réformer les structures et de rendre les systèmes de protection sociale plus performants.

Lorenzo Codogno, ancien président du Comité de politique économique, « Quoi après l'austérité? »

Selon Lorenzo Codogno, l'UE est confuse, elle essaye de trouver un équilibre entre la stabilité et la croissance.

Pour les pays ayant un fort taux d'endettement, il faut une approche axée sur la gestion des risques. Puisque la réduction des dépenses a un impact sur la croissance, pour obtenir un meilleur équilibre, il faut augmenter l'impôt et réduire les coupes dans les dépenses. Un débat sur une taxe favorisant la croissance est vital, il serait ainsi préférable de taxer l'immobilier, la pollution etc.

Lorenzo Codogno évoque la **défaillance de l'Union monétaire** à laquelle il faut apporter une réponse européenne, des institutions européennes plus solides, une politique fiscale commune et une feuille de route permettant une réponse à court et à long terme.

L'austérité apparaît comme une charge nécessaire dans certains cas; cependant, elle doit être instaurée en établissant des instruments viables pour l'avenir en renforçant la gouvernance et en soutenant la croissance dans le secteur privé.

George Dassis, président du groupe II, Comité économique et social européen, « L'Union européenne et la crise économique et sociale en Grèce »

Georges Dassis évoque les causes de la **crise grecque** : cette dernière est due à des **facteurs intérieurs** – fraude fiscale, fraude aux cotisations sociales, gaspillages, dépenses militaires etc. – **et extérieurs** – l'Union européenne–.

L'**austérité** engendre une **aggravation de la récession**. Alors qu'en 2009, la Grèce comptait 520 000 chômeurs, ce chiffre a doublé en quelques mois pour atteindre plus d'un million de chômeurs en mars 2011. Cela représente plus de 25% de la population active.

Selon George Dassis, la Commission européenne a tardé à proposer de bonnes solutions : la **taxe sur les transactions financières**, l'émission d'**eurobonds**, la mise en place d'un **salaire minimum au niveau européen** (soutenu par la confédération européenne des syndicats). Il évoque également le manque de solidarité des pays membres et particulièrement de l'Allemagne ainsi que le manque de volonté de la part des dirigeants européens d'aller dans une direction européenne.